ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 27 janvier 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au stage du candidat à la fonction d'huissier de justice, à la composition et au fonctionnement du jury d'homologation appelé à homologuer le stage", a donné le 1er mars 1993 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 januari 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "met betrekking tot de stage voor kandidaat-gerechtsdeurwaarders, alsmede tot de samenstelling en de werking van de homologatiecommissie die met de homologatie van de stage is belast", heeft op 1 maart 1993 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

L'arrêté en projet tend à exécuter l'article 511, alinéa 1er, du Code judiciaire, tel qu'il est remplacé par la loi du 6 avril 1992, lequel dispose que "le Roi fixe les modalités d'organisation du stage, la composition et le fonctionnement du jury appelé à homologuer le stage".

Certains éléments du stage sont cependant fixés dans le Code judiciaire lui-même, à savoir :

1° que le stage doit être "un stage effectif homologué de deux années entières non interrompues, le service militaire et le service civil (n'étant pas) censés avoir interrompu le stage" (article 510, 5°);

2° que le stage doit être effectué "chez un ou plusieurs huissiers de justice exerçant la profession d'huissier de justice titulaire depuis au moins trois années complètes" (article 511, alinéa 2);

3° que "le candidat stagiaire doit être porteur du diplôme de docteur ou de licencié en droit et doit pouvoir produire le certificat" de moralité et de bonne conduite (article 511, alinéa 3);

4° que "le stage ne peut avoir lieu pendant les études conduisant à l'obtention des diplômes" précités (article 511, alinéa 4, première phrase).

Le jury d'homologation est également habilité à assimiler au stage l'exercice, pendant cinq ans au moins, de responsabilités dans une étude d'huissier de justice (article 511, alinéa 4, deuxième phrase, du Code judiciaire).

Enfin, il faut également tenir compte des dispositions transitoires figurant à l'article 555quater du Code judiciaire, inséré par la loi du 6 avril 1992, dont les alinéas 4 et 5 prévoient à propos du stage que :

> "L'ancien article 510, premier alinéa, 2°, b), et l'ancien article 511 sont abrogés à la fin de la huitième année civile qui suivra l'entrée en vigueur de la loi du 6 avril 1992 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne le statut des huissiers de justice. Pendant cette période transitoire, le stage prévu au nouvel article 511 est accessible aux porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un des titres assimilés prévus par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.
>
> Toutefois, les dispositions du nouvel article 510, 5°, et du nouvel article 511, premier alinéa, relatives au stage, sont applicables".

A la lumière des éclaircissements apportés plus par les délégués du Ministre que par les travaux préparatoires, les dispositions transitoires précitées peuvent se comprendre comme suit :

1° Les docteurs ou licenciés en droit doivent accomplir le stage prescrit par les articles 510, 5°, et 511 du Code judiciaire, modifiés par la loi du 6 août 1992, et dont l'organisation et l'homologation sont réglées par l'arrêté en projet.

2° Les porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un des titres assimilés, qui n'ont pas encore entamé leur stage selon l'ancienne formule ont, pendant cette période transitoire, le choix entre le stage tel qu'il est réglementé par l'arrêté royal du 13 janvier 1964 et le stage organisé par l'arrêté en projet. Quel que soit leur choix, ces candidats stagiaires doivent continuer à obtenir le certificat de candidat huissier de justice (article 555quater, alinéa 4, première phrase) et doivent obtenir l'homologation de leur stage selon la procédure prévue par l'arrêté en projet (article 555quater, alinéa 5).

Il s'ensuit que certaines dispositions du projet doivent être adaptées ou modifiées pour respecter lesdites dispositions transitoires ainsi interprétées, comme on le verra lors de l'examen des articles. D'autre part, si le maintien de l'arrêté royal du 13 janvier 1964 précité s'avère nécessaire pendant la période transitoire prévue par l'article 555quater, alinéas 4 et 5, du Code judiciaire pour les raisons qui viennent d'être indiquées, il n'en demeure pas moins que l'arrêté en projet devrait être complété par une disposition prévoyant l'abrogation dudit arrêté royal du 13 janvier 1964 à la fin de cette période transitoire.

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Dans un souci de concordance avec l'intitulé néerlandais, qui mentionne le "stage voor kandidaat-gerechtsdeurwaarders", et afin de mieux exprimer la portée de l'arrêté en projet, il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif au stage du candidat huissier de justice et à l'homologation de ce stage".

PREAMBULE.

Pour faire apparaître au préambule la consultation de la section de législation sur un avant-projet d'arrêté réglementaire, la formule consacrée par l'usage est : "Vu l'avis du Conseil d'Etat;".

En conséquence, les mots "donné le" qui figurent à l'alinéa 2 sont inutiles et doivent être omis.

DISPOSITIF.

Intitulé du chapitre Ier.

Il est proposé d'écrire plus simplement "Du stage".

En outre, dans le texte français, il convient d’écrire "Chapitre Ier" au lieu de "Chapitre I".

Article 1er.

1. Afin d’assurer une meilleure lisibilité de la disposition, mieux vaut diviser l’article 1er en deux paragraphes : le paragraphe 1er relatif à la demande de stage reproduirait les alinéas 1er à 3; le paragraphe 2 relatif à la décision sur cette demande reproduirait les alinéas 4 et 5.

2. Pour des raisons de sécurité juridique, notamment en ce qui concerne le délai d’un mois dans lequel le conseil de la chambre d’arrondissement doit se prononcer, il convient de prévoir à l’alinéa 1er que la demande de stage doit être adressée par lettre recommandée à la poste.

3. Afin d’uniformiser la terminologie contenue dans l’arrêté en projet, mieux vaut, de l’accord des délégués du Ministre, s’en tenir, dans l’ensemble du projet, au mot "syndic", lequel désigne nécessairement, conformément à l’article 543 du Code judiciaire, le président du conseil d’une chambre d’arrondissement, à l’exception de l’alinéa 1er où la précision de l’arrondissement conserve son utilité.

4. Etant donné que l'article 555quater, alinéa 4, du Code judiciaire prévoit que "pendant cette période transitoire, le stage prévu au nouvel article 511 est accessible aux porteurs du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un des titres assimilés", l'arrêté en projet doit être complété par une disposition prévoyant, pendant cette période transitoire, la possibilité pour le candidat stagiaire de joindre à sa demande une copie certifiée conforme de ce certificat ou d'un des titres assimilés précités.

5. Il est proposé, pour le surplus, de rédiger l'article comme suit :

"§ 1er. Le candidat stagiaire adresse sa demande, par lettre recommandée à la poste, au syndic président du conseil de la chambre de l'arrondissement dans lequel réside l'huissier de justice sous l'autorité duquel il désire accomplir son stage (1).

Il communique au syndic :

1° ...
2° ...
3° ...
4° les nom et prénoms de l'huissier de justice sous l'autorité duquel il désire accomplir son stage.

---

(1) L'expression "chez qui il désire accomplir son stage" devrait être remplacée dans l'ensemble du projet par l'expression "sous l'autorité duquel il désire accomplir son stage".

Il joint à sa demande :

1° une copie certifiée conforme de son diplôme de docteur ou de licencié en droit, ou jusqu'au 31 décembre 2000, une copie certifiée conforme de son certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre assimilé prévu par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949;

2° un certificat de moralité et de bonne conduite délivré depuis moins de six mois par l'administration communale du lieu de son domicile.

§ 2. Le conseil de la chambre d'arrondissement accepte ou refuse la demande dans le mois de son envoi.

Le syndic ... informe ... (la suite comme à l'alinéa 5 de l'article)".

6. L'alinéa 5 (devenant le paragraphe 2, alinéa 2) doit être complété par une disposition prévoyant la notification au candidat stagiaire de la décision de la chambre d'arrondissement.

Article 2.

Mieux vaudrait rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Cette liste mentionne :

1° les nom, prénoms, lieu et date de naissance et domicile de chaque stagiaire;

2° les nom et prénoms de l'huissier de justice sous l'autorité duquel le stage est accompli".

Article 3.

1. L'article 550, 7°, du Code judiciaire, inséré par la loi du 6 avril 1992, prévoit que la Chambre nationale des huissiers de justice a pour mission "d'assurer la délivrance du carnet de stage et de pratique"; le carnet de stage et de pratique, dont un modèle est annexé à l'arrêté en projet, contient d'ailleurs la mention : "Délivré par la Chambre nationale des huissiers de justice en Belgique".

L'article 3 du projet, tel qu'il est libellé, ne traduit pas exactement cette intention du législateur. Par ailleurs, comme les délégués du Ministre l'ont confirmé, l'intervention du syndic constitue en réalité une modalité pratique de la délivrance du carnet de stage et de pratique. Le texte qui sera proposé ci-après traduit mieux ces intentions.

2. Il n'y a pas lieu de mentionner, surtout partiellement, le contenu du carnet précité, puisque le modèle de ce carnet est annexé au projet d'arrêté.

De même, il est inutile de prévoir, comme en ont convenu les délégués du Ministre, la communication d'une copie de ce carnet au président de la Chambre nationale des huissiers de justice, laquelle en assure la délivrance.

3. Eu égard aux observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 3 comme suit :

"Dans les trente jours suivant l'expiration du délai prévu à l'article 1er, alinéa 5, la Chambre nationale des huissiers de justice délivre au stagiaire, par l'intermédiaire du syndic, un carnet de stage et de pratique conforme au modèle annexé au présent arrêté".

Article 4.

1. Le texte français doit être rédigé au présent de l'indicatif.

2. Dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, les mots "Pour les stagiaires" sont inutiles et doivent donc être omis.

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au début de l’alinéa 2, les mots "Afin d’atteindre les buts poursuivis", qui n’ont pas de portée normative, doivent être omis.

Article 5.

De l’accord des délégués du Ministre, la conjonction "ou" doit être remplacée par la conjonction "et", le jury devant homologuer un "stage effectif de deux années entières non interrompues" comme le prescrit l’article 510, 5°, du Code judiciaire.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "afwezigheden" par le mot "verzuim".

Article 6.

Le texte ne retient que l’hypothèse du candidat huissier de justice engagé dans les liens d’un contrat de travail.

Or, selon les informations communiquées par les délégués du Ministre, les stagiaires auraient le statut d’indépendant. Dans ce cas, il n’y a pas lieu de viser, comme le fait l’alinéa 1er, 1° et 3°, "les congés pris en application des lois sociales" et "le congé légal de maternité", le statut social des indépendants ne prévoyant pas de tels congés.

Toutefois, dans la pratique, il semblerait qu'après trois à six mois de stage, les huissiers de justice engagent fréquemment leur stagiaire dans les liens d'un contrat de travail, comme employé de leur étude, afin de leur permettre de percevoir une rémunération.

Le texte de l'article doit être remanié pour tenir compte du statut du candidat huissier de justice, qui pourrait être celui d'un indépendant ou celui d'un employé.

Sous réserve de l'observation qui précède, il est proposé de rédiger l'article 6 comme suit :

"En exécution de l'article 510, 5°, du Code judiciaire, la période de stage est suspendue pendant la durée :

1° ...;

...

Ces circonstances ainsi que les jours ou les périodes d'absence sont mentionnés avec précision dans le carnet de stage et de pratique" (2).

---

(2) L'emploi, dans la phrase introductive de l'alinéa 1er, des mots "est suspendue", rend superflue la seconde phrase de l'alinéa 2.

Article 7.

A l'alinéa 1er, les mots "d'homologation" doivent être omis.

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire "... d'un fonctionnaire du Ministère de la Justice ..." et "... de deux huissiers de justice titulaires depuis au moins dix ans".

De l'accord des délégués du Ministre, l'alinéa 3 doit être rédigé comme suit :

"Au moins un membre effectif et un membre suppléant de la section de langue française justifient d'une connaissance suffisante de la langue allemande".

Article 8.

Conformément aux intentions de l'auteur du projet, il convient de préciser, à l'alinéa 1er, que le mandat de membre du jury d'homologation est renouvelable.

L'alinéa 4, qui n'a pas trait à la qualité de membre du jury d'homologation mais qui édicte une impossibilité de siéger, trouverait mieux sa place à l'article 12, comme il sera proposé ci-après.

Article 12.

1. L'alinéa 1er de l'article 12 doit être mis en relation avec l'article 19, alinéa 1er, du projet. Ces deux alinéas devraient être fusionnés pour former l'alinéa 1er de l'article 12, dans la rédaction suivante :

"Les sessions semestrielles de l'épreuve d'homologation ont lieu dans le courant des mois de mars et de septembre. Le président du jury d'homologation prononce l'ouverture et la clôture de chaque session".

2. La disposition figurant à l'alinéa 2 reproduit l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 janvier 1964, lequel, aux dires des délégués du Ministre, n'a jamais été appliqué, le jury décidant lui-même des lieu, jour et heure auxquels il siège.

De l'accord des délégués du Ministre, l'alinéa 2 doit être omis.

3. Conformément à l'observation formulée sous l'article 8, il y a lieu de compléter l'article 12 par un alinéa reproduisant le texte de l'alinéa 4 de l'article 8.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "homologatieproef" par le mot "homologatie-examen". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 13, alinéas 1er à 3.

1. A l'alinéa 1er, afin d'éviter une différence de traitement entre les candidats inscrits à la session de mars et ceux inscrits à la session de septembre, mieux vaut prévoir, comme en ont convenu les délégués du Ministre, la publication de l'avis qui y est visé, deux mois avant l'ouverture de chaque session.

L'alinéa 1er devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Deux mois avant l'ouverture de chaque session semestrielle, un avis annonçant l'épreuve d'homologation est publié au Moniteur belge. Il indique le délai pour s'inscrire à cette épreuve, ce délai étant au moins d'un mois".

2. A l'alinéa 3, il faut écrire : "... sur la base de ...", "... l'exercice pendant cinq ans au moins de responsabilités ..." et "... de justice, en application de l'article 511, alinéa 4, deuxième phrase, du Code judiciaire".

3. A l'alinéa 4, il y a lieu de préciser le point de départ du délai de quinze jours qui y est prévu de même que le délai dans lequel les stagiaires sont avertis.

L'on écrira dès lors de l'accord des délégués du Ministre : "... au moins quinze jours avant l'ouverture de

la session; il avertit dans le même délai les stagiaires ...".

Articles 13, alinéa 4, 14 et 15.

L'article 14 prévoit l'épreuve d'homologation au cours de laquelle il est vérifié si le stagiaire a acquis les connaissances et l'expérience utiles en rapport avec les obligations du stage prévues à l'article 4.

D'autre part, l'article 15 prévoit que le jury d'homologation se prononce sur l'accomplissement du stage au cours de deux années entières et examine les circonstances qui ont pu entraîner une interruption de stage.

Il est manifeste que ces deux vérifications doivent se faire dans l'ordre inverse de celui qui est prévu par le projet. Le jury examine d'abord les conditions du stage et convoque éventuellement les stagiaires qui n'ont pas satisfait à ce stage pour leur permettre de s'expliquer sur les raisons de l'interruption du stage; c'est seulement après que le jury s'est prononcé sur l'accomplissement du stage et a tranché les cas litigieux que les candidats admissibles sont convoqués en vue de l'épreuve orale sur les matières à connaître.

Il convient dès lors que l'article 13, alinéa 4, et les articles 14 et 15 soient entièrement récrits en suivant l'ordre logique qui vient d'être précisé.

Article 16.

1. L’alinéa 2 ne fait pas ressortir clairement que le jury se prononce à la fois sur l’accomplissement du stage et sur l’épreuve orale.

Il doit être complété à cet égard.

2. A l’alinéa 3, il faut écrire en français "dans le carnet" plutôt que "au carnet".

Article 17.

L’article serait mieux rédigé comme suit :

"Le stagiaire dont le stage est homologué porte le titre de candidat huissier de justice".

Article 18.

Il y a lieu de préciser le délai dans lequel le carnet est restitué au stagiaire ou au candidat huissier de justice, lequel est, en effet, averti de cette manière du résultat de l’épreuve d’homologation.

Article 19.

1. Il y a lieu de se reporter à l'observation formulée sous l'article 12.

2. Il semble nécessaire de compléter l'article 19 du projet par une disposition prévoyant également l'information de la Chambre nationale des résultats de l'épreuve d'homologation, étant donné qu'elle intervient dans la procédure de nomination des huissiers de justice.

Chapitre III nouveau.

L'article 555quater, alinéa 4, du Code judiciaire prévoit l'abrogation au 31 décembre 2000 des dispositions de ce Code (article 510, alinéa 1er, 2°, b, et 511 anciens) qui justifient légalement l'arrêté royal du 13 janvier 1964 relatif au stage et à l'examen de candidat huissier de justice. Afin d'éviter qu'à l'avenir cet arrêté ne subsiste malgré la perte de son fondement légal, il est proposé d'insérer avant l'article 20 du projet un chapitre III comprenant des articles 20 et 21 (nouveaux) rédigés comme suit :

"Chapitre III. Dispositions abrogatoires et finales.

Article 20.-

L’arrêté royal du 13 janvier 1964 relatif au stage et à l’examen de candidat huissier de justice, modifié par les arrêtés royaux des 23 septembre 1964, 21 octobre 1968, 6 avril 1976 et 2 août 1979 est abrogé.

Article 21.-

L’article 20 entre en vigueur le 1er janvier 2001.

Article 22.-

(Comme à l’article 20 du projet)".

Annexe.

L’annexe doit être revêtue de la mention : "Vu pour être annexé à l’arrêté royal du ..." et signée par le Ministre de la Justice.

D’autre part, il y a lieu d’adapter l’annexe à l’article 16, alinéa 3, du projet, afin de permettre l’inscription du résultat de l’épreuve d’homologation dans le carnet de stage et de pratique.

STREKKING VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen besluit beoogt de tenuitvoerlegging van artikel 511, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 april 1992; dit artikel schrijft het volgende voor : "De Koning bepaalt de wijze waarop de stage wordt georganiseerd, alsmede de samenstelling en de werking van de commissie die met de homologatie van de stage belast is".

Bepaalde voorschriften inzake de stage worden evenwel in het Gerechtelijk Wetboek vastgelegd, te weten :

1° dat de gegadigden "een effectieve gehomologeerde stage (moeten) hebben doorgemaakt van twee volle jaren zonder onderbreking", waarbij "de legerdienst en de burgerdienst (...) niet geacht (worden) de stage te hebben onderbroken" (artikel 510, 5°);

2° dat betrokkene de stage moet doormaken "bij één of meer gerechtsdeurwaarders die zelf minstens drie volle jaren het beroep van gerechtsdeurwaarder als titularis hebben uitgeoefend" (artikel 511, tweede lid);

3° dat "de kandidaat-stagiair (...) houder (dient) te zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de rechten en (...) een getuigschrift (van goed zedelijk gedrag moet) kunnen voorleggen" (artikel 511, derde lid);

4° dat "de stage (...) niet (mag) plaatshebben tijdens de studietijd voor het verkrijgen van de (voornoemde) diploma's (artikel 511, vierde lid, eerste volzin).

De homologatiecommissie kan eveneens bepalen dat het waarnemen, gedurende ten minste vijf jaar, van een verantwoordelijke opdracht in een gerechtsdeurwaarders-kantoor met de stage gelijkgesteld wordt (artikel 511, vierde lid, tweede volzin, van het Gerechtelijk Wetboek).

Tot slot behoort eveneens rekening te worden gehouden met de overgangsbepalingen vervat in artikel 555quater van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 april 1992, waarvan het vierde en het vijfde lid omtrent de stage voorschrijven :

> "Het oud artikel 510, eerste lid, 2°, b), en het oud artikel 511 worden opgeheven op het einde van het achtste kalenderjaar na het van kracht worden van de wet van 6 april 1992 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het statuut van de gerechtsdeurwaarders. Gedurende deze overgangsperiode is de stage omschreven bij het nieuw artikel 511 toegankelijk voor de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van een van de daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.
>
> De bepalingen van het nieuw artikel 510, 5°, en van het nieuwe artikel 511, eerste lid, betreffende de stage zijn echter onmiddellijk van toepassing".

In het licht van de toelichtingen die veeleer door de gemachtigden van de Minister zijn verstrekt dan in de

parlementaire voorbereiding, kunnen voornoemde overgangsbepalingen als volgt worden uitgelegd :

1° de doctors of licentiaten in de rechten moeten de stage volbrengen die wordt voorgeschreven bij de artikelen 510, 5°, en 511 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1992, en waarvan de organisatie en de homologatie geregeld worden bij het ontworpen besluit;

2° de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van één van de daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen die hun stage volgens de oude regeling nog niet hebben aangevat, kunnen tijdens de overgangsperiode kiezen tussen de stage geregeld bij het koninklijk besluit van 13 januari 1964 en de stage geregeld bij het ontworpen besluit. De kandidaat-stagiair moet, ongeacht zijn keuze, nog steeds het getuigschrift van kandidaat-gerechtsdeurwaarder behalen (artikel 555quater, vierde lid, eerste volzin) en de homologatie van zijn stage verkrijgen op de wijze voorgeschreven bij het ontworpen besluit (artikel 555quater, vijfde lid).

Daaruit vloeit voort dat sommige bepalingen in het ontwerp moeten worden aangepast of gewijzigd teneinde in overeenstemming te zijn met de aldus uitgelegde overgangsbepalingen, zoals bij het onderzoek van de artikelen zal blijken. Ofschoon echter het behoud van voornoemd koninklijk besluit van 13 januari 1964 om de hierboven aangegeven redenen nodig blijkt tijdens de overgangsperiode voor-

geschreven bij artikel 555quater, vierde en vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, behoort het ontworpen besluit niettemin te worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de opheffing van het koninklijk besluit van 13 januari 1964 aan het eind van deze overgangsperiode.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Teneinde overeenstemming tot stand te brengen met de Nederlandse tekst, waarin sprake is van de "stage voor kandidaat-gerechtsdeurwaarders", en om de draagwijdte van het ontworpen besluit beter tot uiting te brengen wordt voorgesteld het opschrift als volgt te stellen :

"Koninklijk besluit betreffende de stage voor kandidaat-gerechtsdeurwaarder en de homologatie van die stage".

AANHEF.

Wil men in de aanhef aangeven dat de afdeling wetgeving geraadpleegd is over een voorontwerp van verordeningsbesluit, dan is de gebruikelijke formule : "Gelet op het advies van de Raad van State;".

Bijgevolg moet de vermelding "van ...", welke voorkomt in het tweede lid, als overbodig vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Opschrift van hoofdstuk I.

Voorgesteld wordt eenvoudigweg "De stage" te schrijven.

Bovendien behoort in de Franse tekst "Chapitre Ier" te worden geschreven in plaats van "Chapitre I".

Artikel 1.

1. Teneinde de bepaling leesbaarder te maken, zou het beter zijn artikel 1 in twee paragrafen te verdelen : paragraaf 1, die betrekking heeft op de stage-aanvraag, zou het eerste tot het derde lid bevatten; paragraaf 2, die betrekking heeft op de beslissing omtrent die aanvraag, zou het vierde en het vijfde lid bevatten.

2. Om redenen van rechtszekerheid, inzonderheid met betrekking tot de termijn van één maand binnen welke de arrondissementskamer zich moet uitspreken, behoort in het eerste lid te worden bepaald dat de stage-aanvraag bij ter post aangetekende brief moet worden verstuurd.

3. De gemachtigden van de Minister zijn het erover eens dat men, teneinde de in het ontwerp van besluit vervatte terminologie eenvormig te maken, in het gehele

ontwerp beter het woord "syndicus" zou gebruiken, dat overeenkomstig artikel 543 van het Gerechtelijk Wetboek onvermijdelijk verwijst naar de voorzitter van een arrondissementskamer, behalve in het eerste lid, waar het nuttig is het arrondissement nader te omschrijven.

4. Aangezien artikel 555quater, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat "gedurende deze overgangsperiode (...) de stage omschreven bij het nieuw artikel 511 toegankelijk (is) voor de houders van het getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van een van de daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen", moet het ontworpen besluit worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de mogelijkheid voor de kandidaat-stagiair om tijdens deze overgangsperiode bij zijn aanvraag een eensluidend verklaard afschrift te voegen van het getuigschrift of van één van voornoemde daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen.

5. Voor het overige wordt voorgesteld het artikel als volgt te stellen :

"§ 1. De kandidaat-stagiair richt zijn aanvraag bij ter post aangetekende brief aan de syndicus-voorzitter van de raad van de kamer van het arrondissement waar de ge-

rechtsdeurwaarder onder wiens gezag hij stage wenst te lopen, zijn standplaats heeft (3).

Hij deelt de syndicus de volgende gegevens mede :

1° ...;

2° ...;

3° ...;

4° naam en voornamen van de gerechtsdeurwaarder onder wiens gezag hij stage wenst te lopen.

Hij voegt bij zijn aanvraag :

1° een eensluidend verklaard afschrift van zijn diploma van doctor of licentiaat in de rechten, ofwel, tot 31 december 2000, een eensluidend verklaard afschrift van zijn getuigschrift van hoger secundair onderwijs of van één van de daarmee gelijkgestelde bekwaamheidsbewijzen bedoeld in de op 31 december 1949 gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens;

---

(3) De uitdrukking "bij wie hij stage wenst te lopen" behoort in het gehele ontwerp te worden vervangen door de uitdrukking "onder wiens gezag hij stage wenst te lopen".

2° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag dat minder dan zes maanden tevoren door het gemeentebestuur van zijn woonplaats is uitgereikt.

§ 2. De raad van de arrondissementskamer aanvaardt of weigert de aanvraag binnen een maand nadat zij is verstuurd.

De syndicus-voorzitter ... (voorts zoals in het vijfde lid van het artikel)".

6. Het vijfde lid (dat paragraaf 2, tweede lid, wordt) moet worden aangevuld met een bepaling die voorziet in de kennisgeving van de beslissing van de arrondissements-kamer aan de kandidaat-stagiair.

Artikel 2.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Die lijst vermeldt :

1° de naam, de voornamen, de plaats en datum van geboorte en de woonplaats van iedere stagiair;

2° de naam en voornamen van de gerechtsdeurwaarder onder wiens gezag de stage wordt volbracht".

Artikel 3.

1. Artikel 550, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 april 1992, bepaalt dat de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders tot taak heeft "in de afgifte van het stage- en praktijkboekje te voorzien"; het stage- en praktijkboekje, waarvan een model gevoegd is bij het ontworpen besluit, bevat overigens de vermelding "afgeleverd door de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders van België".

Artikel 3 van het ontwerp geeft in zijn huidige lezing niet volledig die bedoeling van de wetgever weer. Voorts betekent de bemoeiing van de syndicus, zoals door de gemachtigden van de Minister is bevestigd, in werkelijkheid een praktische regeling voor de afgifte van het stage- en praktijkboekje. De hiernavoorgestelde tekst geeft beter die bedoeling weer.

2. Er is geen grond om de inhoud van voornoemd boekje te vermelden, zelfs gedeeltelijk, daar het model van dit boekje bij het ontwerp van besluit is gevoegd.

Zo ook is het onnodig, zoals met de gemachtigden van de Minister is overeengekomen, de mededeling voor te schrijven van een afschrift van het boekje aan de voorzitter van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders, welke zorgt voor de afgifte ervan.

3. Gelet op de voorgaande opmerkingen wordt voorgesteld artikel 3 als volgt te stellen :

"Binnen dertig dagen na het verstrijken van de termijn bepaald in artikel 1, vijfde lid, geeft de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders door toedoen van de syndicus aan de stagiair een stage- en praktijkboekje af dat conform het bij dit besluit gevoegde model is".

Artikel 4.

1. De Franse tekst moet in de onvoltooid tegenwoordige tijd worden gesteld.

2. In de inleidende zin van het eerste lid zijn de woorden "Voor de stagiairs" overbodig, zodat deze zin behoort te luiden : "De stage heeft betrekking op :".

In 1° schrijve men "de derden" in plaats van "derden".

3. Aan het begin van het tweede lid behoren de woorden "Teneinde de nagestreefde doelstellingen te bereiken", die niet van regelgevende aard zijn, te vervallen.

Artikel 5.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het voegwoord "of" vervangen moet worden door het voegwoord "en", aangezien de examencommissie een "effectieve ... stage van twee volle jaren zonder onderbreking" moet homologeren zoals voorgeschreven in artikel 510, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek.

In de Nederlandse tekst vervange men het woord "afwezigheden" door het woord "verzuim".

Artikel 6.

In de tekst wordt alleen het geval in aanmerking genomen van de kandidaat-gerechtsdeurwaarder die in dienst is genomen bij arbeidsovereenkomst.

Volgens de door de gemachtigden van de Minister verstrekte uitleg zouden de stagiairs evenwel de status van zelfstandige hebben. In dat geval behoort niet, zoals in het eerste lid, 1° en 3°, geschiedt, te worden verwezen naar "verlof genomen bij toepassing van sociale wetten" en "wettelijk zwangerschapsverlof", aangezien in het maatschappelijk bestel van de zelfstandigen zulk een verlof niet bestaat.

In de praktijk blijkt evenwel dat de gerechtsdeurwaarders hun stagiair, na drie tot zes maanden stage dikwijls op grond van een arbeidsovereenkomst in dienst

nemen, als bediende op hun kantoor opdat zij een bezoldiging kunnen ontvangen.

De tekst van het artikel moet worden herwerkt om rekening te houden met de status van de kandidaat-gerechts-deurwaarder, die zowel die van een zelfstandige, als die van een bediende kan zijn.

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerking wordt voorgesteld artikel 6 als volgt te redigeren :

"Ter uitvoering van artikel 510, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt de stageperiode geschorst gedurende :

1° ...;

2° ...;

3° ...;

4° ... .

Die omstandigheden alsmede de dagen of periodes van verzuim worden nauwkeurig vermeld in het stage- en praktijk-boekje" (4).

---

(4) Het gebruik in de inleidende volzin van het eerste lid van de woorden "wordt geschorst" maakt de tweede zin van het tweede lid overbodig.

Artikel 7.

In het eerste lid moet het woord "homologatiecommissie" vervangen worden door het woord "commissie".

In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "... uit twee gerechtsdeurwaarders die reeds ten minste tien jaar titularis zijn".

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het derde lid als volgt moet worden gesteld :

"Ten minste één werkend lid en één plaatsvervangend lid van de Franstalige afdeling doen blijken van een voldoende kennis van de Duitse taal".

Artikel 8.

Overeenkomstig de bedoelingen van de steller van het ontwerp, behoort in het eerste lid te worden vermeld dat het mandaat van lid van de homologatiecommissie vernieuwbaar is.

Het vierde lid, dat geen betrekking heeft op de hoedanigheid van lid van de homologatiecommissie maar bepaalt wanneer het onmogelijk is zitting te hebben, zou beter in artikel 12 komen te staan, zoals hierna wordt voorgesteld.

Artikel 12

1. Het eerste lid van artikel 12 moet in verband worden gebracht met artikel 19, eerste lid, van het ontwerp. Die twee leden zouden moeten worden samengevoegd om het eerste lid te vormen van artikel 12, in de volgende redactie :

"De halfjaarlijkse examentijden voor het homologatie-examen vinden plaats in de loop van de maanden maart en september. De voorzitter van de homologatiecommissie verklaart elke examentijd voor geopend of voor gesloten".

2. De bepaling die voorkomt in het tweede lid geeft artikel 10, tweede lid, weer van het koninklijk besluit van 13 januari 1964 dat, naar de gemachtigden van de Minister beweren, nooit is toegepast, aangezien de examencommissie zelf beslist over de plaats, de dag en het tijdstip waarop zij zitting houdt.

De gemachtigden van de Minister zijn het ermee eens dat het tweede lid moet vervallen.

3. Overeenkomstig de onder artikel 8 gemaakte opmerking behoort artikel 12 te worden aangevuld met een lid dat de tekst overneemt van het vierde lid van artikel 8, met dien verstande dat "homologatie-examen" behoort te worden geschreven, in plaats van "homologatieproef". Deze laatste opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 13, eerste tot derde lid.

1. Wat het eerste lid betreft zijn de gemachtigden van de Minister het ermee eens dat, om te voorkomen dat de gegadigden die zijn ingeschreven voor de examentijd van maart en die voor de examentijd van september verschillend worden behandeld, het beter zou zijn te voorzien in de bekendmaking van het aldaar bedoelde bericht, twee maanden vóór de opening van elke examentijd.

Het eerste lid zou bijgevolg als volgt moeten worden gesteld :

"Twee maanden vóór de opening van elke halfjaarlijkse examentijd, wordt een bericht bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad waarbij het homologatie-examen wordt aangekondigd. Daarin wordt de termijn vermeld waarbinnen men zich voor dat examen kan laten inschrijven, welke termijn ten minste een maand bedraagt".

2. In het derde lid schrijve men : "... een voor eensluidend verklaard afschrift" en "... gerechtsdeurwaarder, met toepassing van artikel 511, vierde lid, tweede volzin, van het Gerechtelijk Wetboek".

3. In het vierde lid dient te worden aangegeven wanneer de aldaar bepaalde termijn van vijftien dagen ingaat alsmede binnen welke termijn de stagiairs worden verwittigd.

In overeenstemming met de gemachtigden van de Minister schrijve men dus : "... ten minste vijftien dagen voor de opening van de examentijd toe aan de voorzitter van de homologatiecommissie; hij geeft de stagiairs binnen dezelfde termijn bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs kennis van de ... en het tijdstip waarop zij het homologatie-examen moeten afleggen".

Artikelen 13, vierde lid, 14 en 15.

Artikel 14 voorziet in het homologatie-examen waarop wordt nagegaan of de stagiair de kennis en de ervaring heeft opgedaan die nuttig zijn in verband met de verplichtingen van de stage waarin artikel 4 voorziet.

Bovendien bepaalt artikel 15 dat de homologatie-commissie zich uitspreekt over het vervullen van de stage gedurende twee volledige jaren en de omstandigheden onderzoekt die aanleiding hebben kunnen geven tot een onderbreking van de stage.

Het is duidelijk dat die twee toetsingen moeten geschieden in de omgekeerde volgorde van die waarin het ontwerp voorziet. De examencommissie onderzoekt eerst de omstandigheden van de stage en roept eventueel de stagiairs op die die stage niet hebben volbracht om hen in de mogelijkheid te stellen uitleg te verstrekken over de redenen voor het onderbreken van de stage; eerst wanneer de examencommissie zich heeft uitgesproken over het volbrengen van de stage en de geschillen heeft beslecht worden de in

aanmerking komende gegadigden opgeroepen voor het mondelinge examen over de stof die moet gekend zijn.

Bijgevolg behoren artikel 13, vierde lid, en de artikelen 14 en 15 volledig te worden herschreven met inachtneming van de logische volgorde die zoëven werd aangegeven.

Artikel 16.

1. Uit het tweede lid blijkt niet duidelijk dat de examencommissie zich zowel uitspreekt over het volbrengen van de stage als over het mondelinge examen.

Het lid moet in dat opzicht worden aangevuld.

2. In het derde lid schrijve men in de Franse tekst "dans le carnet" veeleer dan "au carnet".

Artikel 17.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"De stagiair wiens stage is gehomologeerd voert de titel van kandidaat-gerechtsdeurwaarder".

Artikel 18.

Er behoort te worden vermeld binnen welke termijn het boekje wordt teruggegeven aan de stagiair of aan de kandidaat-gerechtsdeurwaarder, die immers op die manier verwittigd wordt van de uitslag van het homologatie-examen.

Artikel 19.

1. Er wordt verwezen naar de onder artikel 12 gemaakte opmerking.

2. Het lijkt noodzakelijk artikel 19 van het ontwerp aan te vullen met een bepaling krachtens welke tevens de Nationale Kamer wordt verwittigd van de uitslagen van het homologatie-examen, aangezien zij optreedt in de procedure tot benoeming van de gerechtsdeurwaarders.

Nieuw hoofdstuk III.

Artikel 555quater, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet in de opheffing op 31 december 2000 van de bepalingen van dat Wetboek (oude artikelen 510, eerste lid, 2°, b, en 511) die de rechtsgrond opleveren van het koninklijk besluit van 13 januari 1964 betreffende de stage en het examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder. Om te voorkomen dat dit besluit, in weerwil van het verdwijnen van zijn rechtsgrond blijft bestaan, wordt voorgesteld voor arti-

kel 20 van het ontwerp een hoofdstuk III in te voegen dat de (nieuwe) artikelen 20 en 21 bevat in de volgende lezing :

"Hoofdstuk III. Opheffings- en slotbepalingen.

Artikel 20.-

Het koninklijk besluit van 13 januari 1964 betreffende de stage en het examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 september 1964, 21 oktober 1968, 6 april 1976 en 2 augustus 1979, wordt opgeheven.

Artikel 21.-

Artikel 20 treedt in werking op 1 januari 2001.

Artikel 22.-

(Zoals in artikel 20 van het ontwerp)".

Bijlage.

Op de bijlage moet worden vermeld : "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ..." en zij moet worden ondertekend door de Minister van Justitie.

Bovendien dient de bijlage te worden aangepast aan artikel 16, derde lid, van het ontwerp, om de uitslag van het homologatie-examen te kunnen optekenen in het stage- en praktijkboekje.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. NIHOUL, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. NIHOUL, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.